

la somme et le reste

Études lefebvriennes - Réseau mondial

Lettre du Brésil (extraits)

« Salut Armand, ça va ? Ici c'est Rafael, le brésilien... J'ai fini mon doctorat l'année dernière et je suis maintenant professeur à l'Universidade Federal de Mato Grosso à Cuiabá..., moi et Danilo. On prépare des projets de recherche sur la production de l'espace du centre-nord du Mato Grosso, où il y a l'expansion de l'agriculture modernisée, qui va vers l'Amazonie et qui produit une réalité urbanisée, avec des villes très neuves, dont la logique de production est liée à des stratégies des grands groupes économiques de l'agronegocia... C'est la modernité qui s'installe par l'action de forces archaïques du Brésil (les grands propriétaires terriens en articulation avec le capital) reproduisant les contradictions qui viennent de l'histoire de la formation du Brésil. Ce que Martins appelle le "pouvoir du retard". On pense que Lefebvre va nous aider à penser cette réalité. Bon, ces nouvelles perspectives de recherche nous animent beaucoup, et aussi les classes, les orientations d'élèves... et aussi la découverte d'une partie du Brésil que je ne connaissais pas. Tout proche d'ici, il y a une région très belle qui s'appelle Pantanal, avec des fleuves et des plaines qui sont vraiment intéressants à connaître.

Autre chose, on a fait un texte sur l'urbanisation contemporaine de São Paulo (moi et les trois autres qui nous sommes rencontrés l'année dernière à Paris) pour présenter à un colloque. On a traduit le texte et il se trouve en annexe...

Rafael »

C'est ce texte d'une partie de la nouvelle génération de géographes urbains lefebvriens que l'on trouve en première partie de ce numéro.

Armand Ajzenberg

Sommaire

- Collectif : São Paulo et les limites de la production de la ville compétitive 2
- Henri Lefebvre, une pensée devenue monde 10
- SERPSY : L'abandon à la mort... de 76 000 fous par le régime de Vichy : 12
- A. Ajzenberg : Entre résistance et collaboration... sous Vichy. Un exemple politiquement incorrect 16

la somme et le reste

Revue éditée avec le soutien d'Espaces Marx

Diffusée par courrier électronique

Tous les numéros sont consultables et téléchargeables sur :

"<http://www.lasommeetlereste.com/>"

E mail : Ajzenberg@aol.com

Animateur de la revue : Armand Ajzenberg

Rédacteurs(trices) – correspondants(antes) :

Ajzenberg Armand (F), Andrade Margarita Maria de (Brésil), Anselin Alain (Martinique), Beurain Nicole (F), Benyounes Bellagnes (F), Bihl Alain (F), Carlos Ana Fani Alessandri (Brésil), Damiani Amélia Luisa (Brésil), Delory-Momberger Christine (F), Devisme Laurent (F), Gromark Sten (Suède), Guigou Jacques (F), Hess Rémi (F), Joly Robert (F), Kofman Éléonore (Royaume Uni), Labica Georges (F), Lantz Pierre (F), Lenaerts Johny (Belgique), Lethierry Hughes, Lufti Eulina Pacheco (Brésil), Magniadas Jean (F), Martins José de Souza (Brésil), Matamoros Fernando (Mex.), Montferran Jean-Paul (F), Müller-Schöll Ulrich (Allemagne), Nasser Ana Cristina (Brésil), Öhlund Jacques (Suède), Oseki J.H. (Brésil), Péaud Jean (F), Querrien Anne (F), Rafatdjou Makan (F), Sangla Sylvain (F), Seabra Odette Carvalho de Lima (Brésil), Spire Arnaud (F), Sposito Marília Pontes (Brésil), Tosel André (F).

SIMONI-SANTOS César

cesarsimoni@usp.br

VOLOCHKO Danilo

dvolochko@usp.br

PADUA Rafael Faleiros de

rfpadua@usp.br

MIELE Sávio Augusto

saviom@usp.br

*Laboratoire de Géographie Urbaine - Labur
Département de Géographie – Université de São Paulo
(USP)
Avenida Prof. Lineu Prestes, 338. Cidade Universitária.
CEP: 05508-080. CP : 72042
São Paulo-SP Brasil.*

SÃO PAULO ET LES LIMITES DE LA PRODUCTION DE LA VILLE COMPÉTITIVE¹

Au Brésil, comme dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, les années 1980 sont marquées par la crise de la dette étrangère. Au-delà de la contraction des marchés à l'échelle mondiale, dans cette portion spécifique du globe, on faisait face à une grande crise de la structure d'articulation entre les sphères politique et économique qui était connue comme "État développementiste". La rupture avec le modèle de croissance antérieur a été encore plus visible à la marge du capitalisme. Durant une décennie d'immobilisme, la désagrégation de la structure politique qui résistait encore est arrivée à son terme, cédant aux intérêts de l'accumulation du capital. La flexibilisation des rapports de travail, les privatisations, la soustraction (y compris à l'intérieur même de la structure bureaucratique de l'État) et la délégation de services publics fondamentaux au capital privé ont nourri un nouveau cycle d'investissements rentables dans l'euphorie monétariste à caractère néolibéral.

Tandis que, au centre de l'économie capitaliste, la politique monétariste austère et les marchés capitalistes surdimensionnés obligeaient à la recherche d'une nouvelle issue, aux marges de la société, les conditions d'investissement se réduisaient au minimum. Après la mercantilisation des fragments de

¹Les auteurs appartiennent au groupe d'études sur São Paulo (GESP), dans le *Laboratório de Geografia Urbana da Universidade de São Paulo* - <http://www.fflch.usp.br/dg/gesp/>.

l'ancienne structure bureaucratique, la crise de l'accumulation prend sa forme définitive aussi au Brésil. Les années 1990 seront marquées par la financiarisation de l'économie qui s'accomplit dans la migration des capitaux des secteurs manufacturiers vers les paris de la haute finance, à la fois plus rentable et plus volatile.

Un des domaines recevant et supportant un montant significatif des investissements du nouveau profil est celui de l'immobilier urbain. Avec la faille de l'État de type développementiste, les années 1990 déterminent aussi l'entrée de São Paulo parmi le groupe des "villes compétitives" quoique sous une forme très particulière.

Les accords politiques et la ville compétitive au Brésil: une perspective historique

La transformation de l'économie urbaine, accompagnée par les changements du paysage métropolitain, suscite une nouvelle compréhension du rôle assumé par ces villes face à une économie "mondialisée". La "ville globale", qui apparaît dans les années 1990, surgit comme le nouveau concept-clé pour l'interprétation de la réalité et pour l'action sur le terrain. Malgré une utilisation devenue courante, au Brésil la réalité a subverti le sens original du concept. Il a servi à une articulation de classes et à un combat intérieur, assumant le rôle d'un instrument idéologique puissant – plus que celui d'un concept explicatif. La compétition mondiale entre les villes entraînée par cette théorie est devenue une lutte entre les différentes échelles du pouvoir pour le capital circulant dans laquelle s'actualise une ancienne articulation entre les pouvoirs de l'État et l'accumulation de richesses². Ici, on voit non seulement le retour d'une forme de pouvoir peu moderne, avec une quasi-fusion entre les pouvoirs politique et économique, mais aussi le retour d'une lutte pour le pouvoir exercé entre les différentes échelles de la hiérarchie étatique, plus spécifiquement entre les municipalités et le pouvoir central.

²Au Brésil, les structures bureaucratiques et gouvernementales des pouvoirs publics sont appelées État. Ainsi, l'usage de cette expression peut à la fois signifier les pouvoirs publics au niveau de la municipalité (mairie et conseil municipal), les entités fédérées (gouvernements des états fédérés et conseils correspondants) et de l'État national (gouvernement fédéral, sénat et chambre des députés).



La condition historique qui définit le pouvoir de l'État au Brésil, soit au niveau du pays, de l'état ou de la ville, c'est son compromis avec certains segments de l'élite économique, classe dont il ne peut guère se distinguer. Cet héritage d'un passé oligarchique, dont le système de pouvoir s'exerçait sur la propriété foncière, faisait de l'élite économique la base de la bureaucratie et du pouvoir de l'État au Brésil qui, malgré sa structure moderne, reproduisait un schéma archaïque sous les formes de clientélisme, *coronelisme* et paternalisme. (MARTINS, 1994). L'État démocratique et de droit au Brésil, assume comme son contenu, les systèmes de pouvoir archaïques des anciennes oligarchies des propriétaires fonciers. Dans ces conditions, la relation entre l'économie et le politique, en ce qui concerne le fonctionnement des institutions de pouvoir brésiliennes, est plus directe que ce que supposent les modèles classiques d'analyse. Les hommes d'État se confondent avec les hommes d'affaires et du capital. La présence de cet héritage définit encore aujourd'hui le pouvoir étatique au Brésil dans le mode d'articulation entre les sphères politique et économique à plusieurs niveaux et à plusieurs degrés d'intensité. Ainsi, comprendre São Paulo comme une ville compétitive comporte plus de difficultés qu'on ne peut l'imaginer.

Pourtant, une des caractéristiques de cette structure, modernisée, de pouvoir et de capital – même si son contenu le contredit, comme au Brésil – c'est un comportement distinct quant à la logique territoriale de pouvoir et la logique capitaliste du profit. Pour Giovanni Arrighi, le mode d'action de l'État, ou des entités territoriales, change par rapport aux entités capitalistes car ses objectifs diffèrent quant à leur nature. C'est comme si les États concurrents pouvaient avoir, dans la capacité d'attraction de la richesse sociale, la capacité de maintenir/élargir leurs pouvoirs territoriaux pour l'accumulation du capital. « Il est primordial pour la compréhension de ce sujet de prendre la définition de "capitalisme" et de "territorialisme" comme des formes opposées de gouvernement ou de logique de pouvoir » (ARRIGHI, 1996, p.33).

Ceci dit, il est possible de supposer que le recours à l'attraction du capital circulant vers les sphères de pouvoir, comme condition de la domination, est propre au fonctionnement d'une « logique territoriale de pouvoir ». Dans le Brésil des années 1990, l'entrée de capitaux, l'augmentation du crédit et la liquidité du marché étaient extrêmement réduits. Donc, cette lutte pour

attirer ces capitaux se structure autour de ressources réduites à l'intérieur du territoire économique national.

À l'échelle nationale, la politique économique s'est axée autour d'un taux d'intérêt élevé comme dispositif d'attraction et maintien du capital circulant sous le contrôle des institutions politiques fédérales, tel que le Trésor Public et la Banque Centrale. Toutefois, le manque de liquidités et de ressources financières disponibles a créé une nécessité dans le secteur immobilier, qui a été bien exploitée par certains secteurs parmi les plus capitalisés de l'économie. Ce besoin, dans la deuxième moitié des années 1990, a été couvert par les Caisses de Retraite, avec le financement et la commande d'immeubles corporatifs et de bureaux dans la région sud-ouest de la ville de São Paulo. Ils « sont arrivés à avoir 22% de leurs investissements en immeubles, en moyenne, et quelques-uns de ces fonds ont eu plus de la moitié de leur portefeuille dans des actifs immobiliers » (FIX, 2007, p.69). Avec le soutien de la mairie pour la réalisation de nouveaux projets assez profitables dans l'immobilier, une myriade d'entrepreneurs dirige une partie de leurs capitaux vers ce segment de l'économie. L'ouverture de nouvelles avenues et de nouveaux projets de réaménagement urbain dans cette région ont maintenu la valorisation des immeubles. Plusieurs de ces investissements sont entrés dans les portefeuilles des Caisses de Retraite. São Paulo, et plus spécifiquement la région sud-ouest de la métropole, est devenu un nouveau centre d'attraction du capital circulant, dont une grande partie vient des Caisses de Retraite. Cela a provoqué une compétition concernant l'utilisation de ces ressources.

Le 30 mars 2001, la Banque centrale a approuvé l'annexe 1 de la résolution 2.829, qui limitait l'utilisation des ressources des Caisses de Retraite dans l'immobilier. Cette mesure peut être interprétée aussi comme un dispositif des sphères centrales du pouvoir pour maintenir le contrôle sur les liquidités du marché, sachant que, en plus de la restriction des investissements immobiliers, cette annexe donnait de grands avantages aux actifs émis par le Trésor National et par la Banque Centrale (encore, négociés par celle-ci de façon exclusive). Toutefois, la lutte continue et un nouveau chapitre s'est ajouté lors de la publication de l'« *Estatuto das Cidades* » [Statut des villes], le 10 juin de la même année. La réglementation des Opérations Urbaines a donné de nouvelles possibilités à



l'intervention directe du pouvoir politique sur l'espace urbain, et la création des CEPACs (« Certificats de Potentiel Supplémentaire de Construction ») a représenté la possibilité pour les mairies d'émettre des titres liés à la valorisation immobilière qui circulent indépendamment de la propriété de la terre. Ce nouveau produit financier entraînait le retour à l'échelle métropolitaine d'une partie du capital circulant disponible. Les actuels FII (Fonds d'Investissement Immobiliers) et CRI (Certificats de Recevables Immobiliers) iront, plus tard, s'ajouter aux dispositifs qui favorisent le flux de ressources de l'immobilier urbain à l'échelle métropolitaine.

D'une certaine manière, ce que nous voyons c'est une lutte entre les sphères du pouvoir pour le capital circulant. Si, au Brésil, l'internationalisation de l'économie n'a pas été si forte, surtout par rapport à la production immobilière (FERREIRA, 2007), la concurrence des municipalités brésiliennes pour cet argent est engagée contre l'État central lui-même. Toutefois, cette dispute n'est pas nouvelle. Historiquement, le pouvoir central et les pouvoirs locaux se sont toujours disputés pour la réalisation de leurs intérêts particuliers. « Depuis les premiers moments de l'histoire du Brésil il y a un net conflit d'intérêts et de pouvoir entre la Couronne et la municipalité » (MARTINS, 1994, pp 23-24). La Couronne et les municipalités se sont très tôt constituées comme des instances indépendantes et concurrentes. C'est-à-dire que nous sommes, cent vingt ans après la proclamation de la République, face à un processus d'actualisation historique et de reproduction du pouvoir politique au Brésil, et cela grâce à un accord interne des classes sociales. La valorisation immobilière est donc au service de quelques groupes membres de l'élite locale ou nationale et la compétition dans laquelle sont entrées les villes brésiliennes ne commence que très récemment à rompre l'ancien modèle interne.

Dans ces termes, São Paulo en tant que ville globale a fonctionné comme un instrument idéologique important qui a à la fois légitimé les interventions de l'État sur l'espace urbain et endossé les investissements du capital dans le circuit immobilier de valorisation. La perspective d'une compétition globale a servi d'écran, pour masquer la dynamique de l'accumulation de capital et ses effets dans la métropole de São Paulo. Pour la valorisation capitaliste, la ville et l'espace urbain ont été littéralement kidnappés. Ce n'est qu'avec le

résultat des dispositifs et des processus organisés autour des objectifs de cette articulation de classes que São Paulo commence à fonctionner comme région métropolisée d'attraction mondiale. L'efficacité et la flexibilité des dispositifs de loi et de réglementation, tout comme l'ensemble des interventions sur l'espace urbain qui concernent la valorisation du capital investi dans l'immobilier de la métropole, *a fortiori*, fait énormément appel à des investisseurs étrangers.

Quelques stratégies spatiales de reproduction immobilière du capital et ses impacts sur la vie quotidienne à São Paulo

Actuellement, la dynamique du marché immobilier à São Paulo est notable grâce à la rentabilité et la vitesse de ses projets. Depuis l'ouverture du capital dans la plupart des entreprises immobilières jusqu'aux années 2006 ou 2007, le segment gagne en importance dans le portefeuille d'investissements très variés, nationaux ou internationaux. Ce flux de capitaux renouvelle le secteur immobilier et du bâtiment et, de ce fait, renforce le problème de l'espace urbain et de la ville avec la réalisation d'excédents capitalistes qui convergent vers ce secteur de l'économie. L'espace urbain devient ainsi chaque fois plus l'objet d'un processus d'accumulation de grand volume et la ville se vide de ses contenus sociaux, dans un processus d'accumulation primitive de l'espace (DAMIANI, 2005) qui restaure la reproduction capitaliste de l'espace.

Nous présentons trois stratégies, pas nécessairement autonomes dans le processus de capitalisation à partir de l'espace urbain, avec de grandes et indispensables implications pour la vie quotidienne des métropoles brésiliennes. Ces moments du processus d'accumulation sont ici analysés sur la base des processus empiriques actuellement en cours dans la ville de São Paulo.

La restructuration d'anciennes régions industrielles et les transformations du quotidien dans des régions centrales

La restructuration productive par laquelle São Paulo passe, dans le tournant de l'hégémonie du capital industriel vers celle du capital financier (CARLOS, 2004) s'avère être une transformation qualitative de la métropole. Sur le plan théorique, elle montre la nécessité du passage de la réflexion sur la reproduction de l'industrie vers une réflexion sur l'urbanisation de la métropole contemporaine,



qui incorpore aussi bien les anciens espaces industriels insérés dans le tissu urbain de la métropole, que les espaces périphériques aux mécanismes dynamiques de l'économie urbaine, produisant ainsi des tendances de valorisation de l'espace.

Nous vérifions aujourd'hui à São Paulo une rapide expansion du secteur immobilier (entrepreneurs immobiliers, construction, ventes) vers des régions traditionnellement industrielles de la métropole et qui ont subi, depuis les années 1990, des restructurations profondes dans leurs activités, avec le recul de l'activité industrielle. Ce mouvement est dû à l'épuisement progressif, pour le bâtiment, de l'espace dans les régions les plus valorisées de la ville; ainsi les espaces en processus de désindustrialisation se présentent comme propres à ce progrès, puisqu'ils ont de nouveaux terrains disponibles.

Les anciens espaces industriels, insérés dans le tissu urbain de la métropole au sein de régions plutôt centrales deviennent l'objet des stratégies des agents hégémoniques de la production de l'espace, en vue de créer de nouvelles frontières économiques dans la ville de São Paulo et sont façonnés comme des localisations privilégiées dans la ville. Le discours hégémonique cherche à consolider l'idée que la restructuration de ces lieux agit comme une revitalisation des lieux, comme s'ils n'avaient pas une vie sociale établie. Nous avons développé l'hypothèse que, dans ce processus, il y a un approfondissement de la fragmentation et de la ségrégation dans la vie urbaine, puisque dans ces espaces sont créées de nouvelles inégalités et différences entre l'ancien et le nouveau. Dans ce processus, nous avons pu vérifier la destruction des espaces habituels de sociabilité des habitants, avec l'imposition d'un nouveau rythme à ces lieux, avec les changements dans l'immobilier, avec la construction de grandes tours résidentielles pour des classes sociales plus aisées. Il s'agit d'imposer une sociabilité basée sur une grande consommation de biens, la vie limitée à des espaces fermés (maison, travail, centre commercial, club de sports, etc.) dont l'accès se fait en voiture. Pour les personnes pauvres et les communautés plus démunies qui occupent ces espaces, le processus est vécu comme une ségrégation radicale, une menace continue et violente d'expulsion de leur lieu de vie. Ces populations subissent de violentes pressions pour quitter leurs habitats, mais il y a des résistances qui apportent à notre analyse des éléments concrets pour envisager la ville comme lieu de reproduction de la vie, montrant que la lutte pour rester dans les lieux

peut cibler des luttes qui dépassent le logement, soit une lutte pour une ville autrement constituée.

Nous définissons ce processus comme une insertion de ces lieux dans les processus déterminants de reproduction de la métropole, ce qui leur fait perdre chaque fois plus les résidus d'une unité de la vie sociale, en intégrant la logique de reproduction de la métropole. Mais penser la ville simplement à travers la visée de la réalisation de l'économique (liée au politique) est réducteur. La critique de l'urbanisation contemporaine doit passer par la réalisation de la pratique socio-spatiale de l'urbain, ses changements et son sens fondamental et concret de reproduction de la vie.

Le processus montre la négation de la ville comme lieu de rencontre, de réunion des différences, de centralité puisqu'il se trouve ancré dans des discours et des équipements qui présentent l'espace public comme un lieu de violence, qui doit être évité. Un plus grand contrôle de la vie quotidienne s'est mis en place, les espaces/temps de la ville se réalisant chaque fois plus dans des espaces spécifiques de la ville, transformant la rue en simple lieu de passage, l'espace public perd sa signification de lieu de rencontre des différents dans la ville.

Nous sommes donc face à une urbanisation sans les éléments de l'urbain concret. Elle nie l'urbain dans la mesure où elle produit des pratiques de ségrégation des différents et nie l'espace public, la matérialité solide qui réaliserait les possibilités de la ville comme lieu de rencontre. La morphologie propre que le progrès accéléré du secteur immobilier produit sur les anciens quartiers industriels montre la négation de l'urbain, puisqu'elle cherche l'extrême fonctionnalisation des espaces/moments de la vie quotidienne, mettant la voiture comme instrument central de la vie urbaine, la rue se transformant en lieu de passage dans les déplacements entre les lieux qui composent la vie quotidienne des personnes (maison, travail, loisirs, achats, etc.). Dans ce mouvement se forme le citoyen consommateur, dont les espaces de la vie sont contrôlés au moyen de la marchandise, vécus en temps linéaire et dans des espaces strictement fonctionnels.

La ville apparaît alors comme langage de la marchandise, expression d'échange dans le modèle capitaliste concernant la production de l'espace. Toutefois, la totalité impose son usage comme forme de reproduction de la vie, ce que révèle la ville comme lieu d'habitation. Il s'agit d'une production de l'espace comme production de la vie dans la



ville, pleine de programmations, d'objets qui envahissent la vie quotidienne, occupant les espaces vides. La production de l'abondance des choses montre aussi le manque, la misère, les privations qui émergent comme des contradictions présentes dans la réalisation de l'urbain contemporain.

Le retrait des bidonvilles et la précarité au début d'un nouveau tour d'investissements

Le processus de valorisation de l'espace ne se réalise pas sans limites et sans la force de négativités. Le processus d'urbanisation vise aujourd'hui surtout la réalisation d'une économie intense avec une forte présence de l'État. Se posent ainsi de grands défis, aussi bien théoriques que pratiques lorsque nous pensons la dimension sociale de la vie quotidienne. Le mouvement de valorisation/dévalorisation des espaces de la ville et la migration du capital d'une région à une autre (selon les investissements et politiques d'État), entraînant la création d'espaces frontaliers et d'espaces de nouvelles valorisations d'un capital excédentaire montrent, sur le plan de la pratique socio-spatiale et de la vie dans la ville, la destruction de lieux et de quartiers consolidés, aussi bien spatialement que socialement, dans la métropole.

Face aux différentes formes de fragmentation, la reproduction de ces espaces dans la métropole ne se réalisera pas sans conflits. Le processus mis en évidence nous permet de réfléchir sur ces implications sur le plan social, c'est-à-dire, quand le processus de valorisation de l'espace urbain sous la forme que nous décrivons ici, se retrouve face à des bidonvilles qui « empêchent » sa reproduction. Nous sommes face à des espaces désintégrés, qui seront intégrés à ce processus de valorisation spatiale, mettant ses habitants dans une constante mobilité dans la ville. Les menaces de suppression des bidonvilles sont constantes dans les axes de valorisation de la ville, dans une nette tentative de faire entrer ces terres dans le nouveau circuit de valorisation qui s'installe peu à peu, avec la construction de nouveaux projets immobiliers et des politiques publiques pour l'installation de nouvelles infrastructures (surtout voies publiques destinées à la circulation). Les tactiques utilisées par les sujets concernés passent par les incendies des terrains occupés par les maisons, subsides de l'État pour le déménagement et par des sommes d'argent payées par les entrepreneurs immobiliers. La population qui habite ces lieux vit entre les incertitudes de l'action de ces entrepreneurs et les politiques publi-

ques d'urbanisation des bidonvilles, régularisation foncière et concession de l'usage pour l'habitation collective. Dans le cas des bidonvilles sur des terrains privés, la « usucapião » collective est un instrument juridique qui peut instituer la propriété privée. Pourtant, comme ces terres se trouvent dans des régions très valorisées, ces personnes vivent le problème de l'institution de la propriété et de sa destitution. Le processus montre des stratégies spatiales, à la fois du point de vue de l'État et du secteur privé avec des actions/intentions de suppression réalisées ensemble ou séparément. Fortes d'un discours hautement idéologique, réaffirmant l'idée de ségrégation socio-spatiale, ces stratégies parviennent à se réaliser. Le processus montre le conflit entre l'usage et l'échange et les possibles stratégies pour le maintien – résistance – du lieu face au processus de reproduction de la métropole contemporaine.

Les tentatives réelles et celles déjà effectuées de retrait des habitants des bidonvilles montrent qu'une partie des habitants de la ville vit sous une forme violente les négativités du processus de financiarisation de l'immobilier. Nous sommes en face d'un défi de critiquer un processus qui détruit la vie de ces habitants et qui les expulse vers les plus lointaines régions de la banlieue, et en même temps ces actions viabilisent l'accumulation à travers la production de l'espace urbain. La constitution de ces nouveaux espaces est marquée par un processus de construction/déconstruction/reconstruction dans le contexte constant de délocalisation d'activités économiques qui finit par détruire des quartiers constitués et des bidonvilles qui ont été construits dans ces espaces. Ceci afin que les indésirables, le sale et le laid abandonnent les espaces les plus valorisés ou ceux de valorisation future de la ville pour reconstruire leur vie « on ne sait comment » à des kilomètres de là, peut-être dans un ensemble de logements sociaux ou peut-être même dans un autre bidonville dans des régions de captation d'eau dans la ville, par exemple. A la limite, pour les sujets qui se sont mis d'accord pour la construction des nouveaux espaces à São Paulo, ces habitants et la réalisation de leur vie ne les intéressent pas.

Du point de vue de notre analyse, la relation globale-locale gagne en puissance lorsqu'on réalise une articulation entre ordre proche et ordre distant. Les plans global-local, à travers la médiation de la métropole, signalent une autre contradiction importante : intégration/désintégration des lieux dans la



métropole par rapport aux processus de reproduction généraux. Dans la métropole, il y a des lieux dont la logique, les usages et les fonctions sont liés directement aux besoins d'une division spatiale du travail, articulée et définie dans le plan global en contradiction avec les espaces en désintégration par rapport à cette logique. D'un côté, la métropole concentre une grande proportion de la richesse nationale qui produit « la ville des affaires », où les espaces devenus productifs font référence à la production de valeur. Dans cette dimension, les liaisons de la métropole avec les processus de mondialisation se voient à travers le mouvement dialectique entre l'intégration de São Paulo au capitalisme international – centralisation financière, avec croissance du secteur bancaire et des services modernes – et la désintégration du mode de vie traditionnel, de l'organisation du travail, des rapports de voisinage ; à travers aussi la détérioration des espaces publics du centre-ville et des conditions de la vie dans la métropole. De cette façon, l'urbanisation peut être envisagée comme un phénomène qui produit dans le même temps intégration/désintégration/ détérioration des espaces et des individus, ce qui révélera le rapport entre l'usage et l'échange. Les contradictions apparaissent pleinement au plan du vécu, de la pratique socio-spatiale – c'est le niveau du quotidien qui illumine concrètement le mode comme les juxtapositions des plans réalisent, donnant une orientation et déterminant la vie.

La capitalisation des besoins sociaux et la transformation du quotidien dans la périphérie

Comme une des modalités actuelles de reproduction de l'espace à São Paulo, nous trouvons l'expansion des affaires immobilières vers les périphéries métropolitaines par le biais de la production de logements de masse homogènes. Dans ces espaces, une morphologie, une architecture et de grands volumes servent sur trois plans : la capitalisation de régions avant d'être dévalorisées (qui deviennent de nouveaux espaces de valorisation, où le prix du sol augmente), la capitalisation des revenus des familles des fractions populaires et celles les plus basses de la classe moyenne, à travers des financements immobiliers, et la capitalisation du secteur immobilier lui-même au travers des investissements financiers opérés dans des négociations à la bourse de São Paulo (Bovespa), par des investisseurs nationaux et internationaux. Tout cet ordre de capitalisations va de pair avec l'actualisation des stratégies

des capitaux financiers nationaux et internationaux liés à sa reproduction dans l'urbain. Ce qui renvoie à des investissements dans l'immobilier et à la tentative de dépassement des barrières spatiales. Par exemple, pour dépasser l'épuisement croissant d'espaces constructibles dans les régions les plus valorisées, prises par la propriété privée du sol et par la propre valorisation, ce qui a pour résultat une capitalisation des besoins de logement de plusieurs familles qui habitaient déjà dans des régions de périphérie, chez la famille ou qui payait des loyers dans des régions moins éloignées.

Les contradictions issues de l'espace, comme celle qui se constitue entre le manque d'espace et le besoin d'expansion spatiale ont engendré une série de mécanismes économique-politiques afin de résoudre les problèmes de l'accumulation. Parmi eux, il y a un « Programme de logement » conçu par le gouvernement central en 2009, appelé *Minha Casa, Minha vida* qui, *grosso modo*, crée un effet de levier du marché immobilier résidentiel puisqu'il comporte des mesures qui visent à inciter aussi bien la production que la consommation de logements nouveaux par des familles qui reçoivent entre 0 et 10 revenus minimums. En plus de cette politique, des changements dans la technologie de construction, dans la gestion des travaux et dans le processus de travail dans les ouvrages permettent aux constructeurs de standardiser leurs projets et d'accélérer le cycle de retour sur l'investissement dans la construction des logements pour ces classes à faible revenu, allant vers une intensification de la productivité et d'une certaine industrialisation de la production immobilière. Il y a, ainsi, une augmentation de l'escala de productivité et des espaces de reproduction capitaliste dans la métropole, une métropolisation, ce qui demande la production de nouvelles spatialités : les ensembles de logements fermés, les *gated communities*, qui marqueront le paysage des banlieues lointaines, où le tissu urbain est déjà fragmenté par des terrains plus ou moins grands, jusqu'ici dévalorisés mais qui deviennent valorisés avec de tels ensembles. Dans ces *gated communities* il y a une métamorphose radicale de la maison, de la rue, du quartier, des pratiques spatiales et de la façon d'habiter impliquée dans l'accès à un espace symétrique et répétitif, construit selon des modèles « formels/légaux », donnant à ces familles un possible accès à la propriété privée du sol.

La discussion qui devient pertinente à partir de ce moment fait référence à la reconnaissance de la reproduction des inégalités sociales à de nouveaux



niveaux, une augmentation de la base sociale de reproduction capitaliste qui inclut des secteurs sociaux appauvris et qui essaie de se résoudre dans la production d'un quotidien inégal au sein de nouveaux espaces qui, eux, prennent, dans leur ensemble, le rôle de valorisation/capitalisation immobilière dans les périphéries.

Ce processus s'avère à la fois comme facteur d'inclusion pour certains mais en dépouillent d'autres, les plus pauvres parmi les pauvres, qui peuvent être renvoyés à des espaces chaque fois plus lointains à cause de la valorisation des terrains dans les régions où ils vivent. Et même ceux qui éventuellement peuvent accéder à la propriété – avec les difficultés liées au maintien et à la stabilité de l'emploi au Brésil – ne sont pas sûrs de pouvoir se maintenir dans leur logement, puisque leur endettement futur peut les mener à leur perte. En tant qu'espaces de reproduction de la métropole et de ses banlieues, les nouveaux ensembles de logements attestent de la juxtaposition simultanée entre les différentes temporalités dans l'urbain et de l'urbain, qui explicitent les rapports entre le lieu et la métropole, mettant en relation le plan local, de la vie quotidienne et le plan global, des finances et de la politique. Ici, la métropole arrive, avec tout son poids et sa logique, dans les quartiers les plus éloignés, affirmant le contenu d'un espace chaque fois plus productif et privatisé qui nie la contiguïté du tissu urbain à travers la séparation et l'indifférence aux quartiers et rues avoisinantes.

La transformation de la vie sociale à partir de ces nouveaux espaces en manque de centralité et de potentiels de la vie urbaine a produit une aggravation de la ségrégation socio-spatiale, à travers de nouvelles fragmentations et hiérarchisations des espaces périphériques. Il est ainsi possible de comprendre que l'actuelle reproduction capitaliste (immobilière-financière-étatique), qui concerne l'espace, inclut une mobilisation relative de la pauvreté déjà existante (à cause en partie du besoin de logement) à travers la production de logements homogènes qui suppose et réalise la capitalisation/valorisation d'espaces métropolitains périphériques dévalorisés comme condition et milieu de sa propre reproduction, reproduisant ainsi un quotidien inégal pour les familles qui habiteront ces nouveaux immeubles, dont le contenu symbolise la

production d'une nouvelle pauvreté ou alors d'une misère enrichie (cf. DEBORD, 1997).

Conclusion

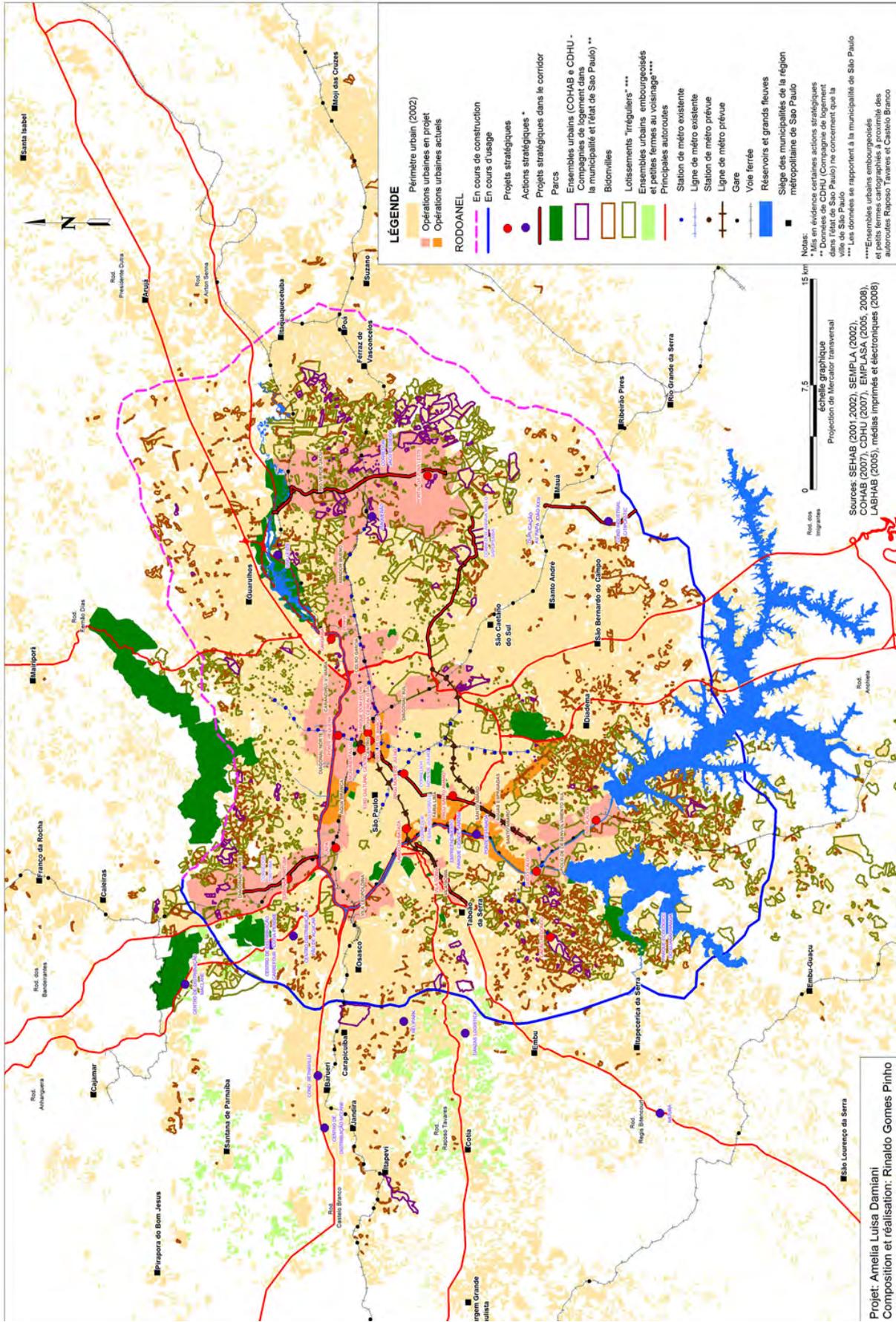
Nous pouvons ainsi voir que beaucoup des nouvelles stratégies de reproduction capitaliste reposent sur la production/reproduction de l'espace urbain et sont ainsi responsables de transformations profondes dans la vie sociale des métropoles. Dans le cas brésilien, l'articulation de segments internes des élites politiques et économiques mène à un processus qui instaure la précarité comme condition de la capitalisation. L'aspect transitoire de la morphologie urbaine, l'instabilité des pratiques sociales et un changement constant des sens sociaux de chacun des lieux de la ville composent le puissant instrument de capitalisation de la ville à travers le marché immobilier. Dans ce sens, la reproduction de l'espace urbain apparaît, actuellement, comme la nouvelle frontière de l'accumulation capitaliste, avec d'importantes répercussions sur la vie quotidienne – et cela quand elle n'est pas en soi son propre matériel privilégié. Donc, la transformation sociale est dans le même temps matière de reproduction économique et possible source des luttes pour le droit à la ville, en contradiction avec l'hypothèse d'une sortie par l'État, celui-ci étant déjà compromis par les conditions de reproduction capitaliste du capital dans le marché immobilier urbain.

BIBLIOGRAPHIE

- ARRIGHI, Giovanni. *O Longo Século XX*. São Paulo: Contraponto/UNESP, 1996. 408p.
- CARLOS, Ana Fani Alessandri. São Paulo: do capital industrial ao capital financeiro. In: CARLOS, Ana Fani Alessandri e OLIVEIRA, Ariovaldo Umbelino de (orgs.). *Geografias de São Paulo - A metrópole do século XXI*. São Paulo: Editora Contexto, 2004. pp. 51-84.
- DAMIANI, Amélia L. "A Propósito do Espaço e do Urbano: algumas hipóteses". *Revista Cidades*. Vol. 1. Nº 1. 2004, pp. 79-96.
- DEBORD, Guy. *A Sociedade do Espetáculo*. Rio de Janeiro: Contraponto, 1997. 237p.
- FERREIRA, João Sette W. *O Mito da Cidade Global: o papel da ideologia na produção do espaço urbano*. São Paulo: UNESP/Vozes, 2007. 248p.
- FIX, Mariana. *São Paulo Cidade Global: fundamentos financeiros de uma miragem*. São Paulo: Boitempo, 2007. 191p.
- MARTINS, José de Souza. *O Poder do Atraso*. São Paulo: Hucitec. 1994. 174p.



Urbanisation Critique en Processus Métropole de Sao Paulo



L'homme et la société

Henri Lefebvre Une pensée devenue monde ?

On a voulu revenir sur l'actualité du sociologue qui le premier s'est intéressé au quotidien et en a montré tout à la fois la richesse corhée et les implications profondes, la dimension aliénée et aliénante et les ressorts pour l'émancipation. Il s'agissait de renouer avec l'attention à la quotidienneté à partir des pratiques ou des usages.

Jamais époque n'a été aussi assujettie à la rationalité gestionnaire et technique des temps, des lieux, des usages et des comportements. Si la « cage d'acier » bureaucratique a exercé jadis sa violence sur toute une fraction de l'humanité, jamais peut-être la violence subtile et hégémonique de la « police du chiffre » n'a autant pesé sur nos comportements et nos consciences. Comme si la fluidification et la volatilisation de l'ordre disciplinaire et bureaucratique avait provoqué une intériorisation des normes et des contraintes de la performance économique. Toutes les institutions, de l'entreprise à l'université, semblent soumises à la manotte quantophrénique aux effets délétères sur l'expérience dans sa dimension polysémique et phatique. Comment, dès lors, comme se le demandait déjà la *Critique de la vie quotidienne*, naissent aujourd'hui ces brèches qui ouvrent sur les ambivalences, les contradictions, les conflits, les rencontres inchoatives. C'est dans les postérités et les disséminations internationales que la pensée d'Henri Lefebvre nous est apparue monde.

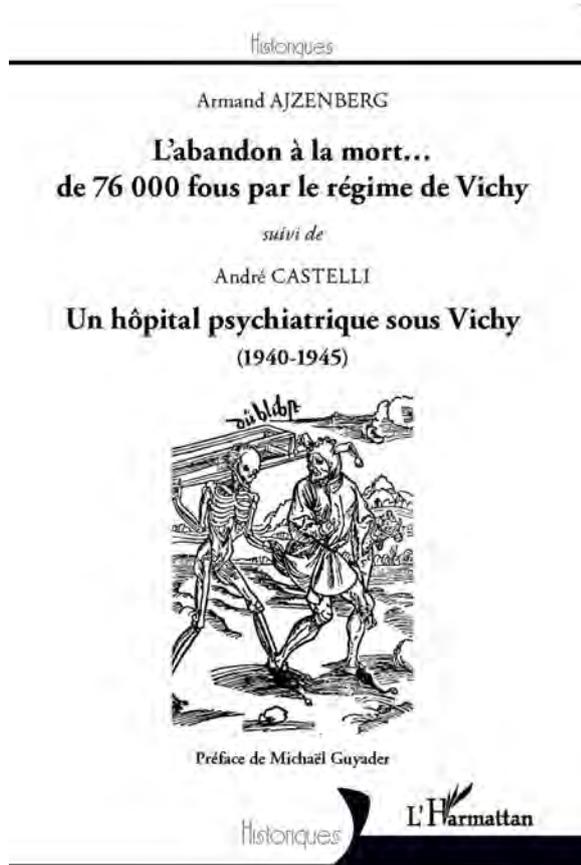
Couverture : Affiche du colloque Henri Lefebvre : une pensée devenue monde de 7 qui s'est tenu à l'université Paris e nord Nanterre La Défense les 17-18 septembre 2011.

ISBN: 978-2-243-00457-0

32 €



Dans le précédent numéro de *La Somme et le Reste* (No 23) nous vous informions de la parution de ce livre :



VOICI À SON PROPOS L'AVIS DE SERPSY

Soin Etude et Recherche en PSYchiatrie

*Toutes les avancées démocratiques
... demandent à être soutenues sans relâche
tant elles sont fragiles*

Dans un livre dédié à Lucien Bonnafé qui avait œuvré longuement pour que cet abandon n'en soit pas un, Armand Ajzenberg remet dans nos mémoires un drame d'autant plus douloureux qu'il reste encore très ignoré ou bien quelque peu déformé.

Il y a 60 ans, aux heures sombres de la France, débutait un drame que l'Histoire a voulu oublier. La mort de dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui étaient enfermés dans les hôpitaux psychiatriques. Des fous qui n'ont eu que très peu de « portes paroles ».

Dès 1942 le docteur Paul Balvet dénonce le

génocide des malades mentaux, génocide hypocrite et occulté, à un congrès des aliénistes de langue française. En 1942 également Le Dr Daumézon donne un coup de projecteur sur la situation des hôpitaux psychiatriques : dans certains asiles de l'Est, la mortalité est de 50% de l'effectif. Dès la fin de la guerre, Lucien Bonnafé a essayé d'attirer l'attention sur ces morts, mais l'heure était à la reconstruction, à l'oubli. En 1987 est publiée une thèse réalisée en 1981, celle de Max Lafont, « l'extermination douce ». Et puis de ci de là, des infirmiers, des psychiatres écrivent l'histoire de ces morts.

En 2001, lancée par l'auteur mais également par Lucien Bonnafé, Pierre Durand, Patrick Tort et quelques autres, une pétition venait à nouveau réouvrir les mémoires.

Pour que Douleur s'achève...

Avec ce livre, Armand Ajzenberg a voulu continuer l'esprit de la pétition, mais également réagir vivement à un autre livre d'une historienne cette fois qui s'est penchée sur cette période. Mme Isabelle Von Buelzingsloewen pense quant à elle que les psychiatres qui ont rendu responsable le gouvernement de Vichy d'accompagner la politique nazie en matière d'eugénisme ont eu tort. Elle réfute la thèse de « l'extermination douce ». Vichy ne voulait pas la mort des fous (?)

Comme l'indique Michaël Guyader au début de sa préface : « L'étude de la question de l'extravagante surmortalité à l'hôpital psychiatrique pendant la guerre ne saurait se comprendre autrement qu'à l'enseigne d'une étude attentive des conditions de l'oubli organisé des malades les plus fragiles par le régime de Vichy. Il ne peut raisonnablement se concevoir que cet oubli s'inscrive autrement que dans le programme de mise en ordre de la société dont témoignent le statut des juifs, la part prise par le gouvernement de Vichy dans l'extermination des juifs, la mise à l'écart des minorités, politiquement validée par l'engagement d'écrivains de renom dans l'élaboration du programme politique de Vichy et dont évidemment l'hécatombe des malades mentaux ne saurait être absente... »

Il ajoute aussi « Quel que soit le nom donné à cet épisode tragique de l'histoire de la folie elle est



paradigmatique de la tendance des puissances dominantes et excluantes à désigner l'autre comme radicalement autre, étranger, porteur le plus généralement avili des fantasmes les plus éculés qu'il convient de convier dans le meilleur des cas à l'oubli et dans le pire à l'élimination organisée ».

Il conclut sur les politiques de bouc-émissaires et le refus du « traitement discriminatoire de certaines catégories de citoyens réduits aux actes commis par une infime minorité d'entre eux ».

Une grande partie du livre va donc combattre les propos du livre de Von Buelzingsloewen qui a d'ailleurs été accueilli avec grande fanfare par "Rivarol" un journal d'extrême droite qui va dire : "enfin le régime de Vichy est innocenté d'avoir programmé un génocide". Elle pense que les psychiatres ont mis en avant les morts non pas pour faire la vérité sur ce qui s'est passé, mais par pure stratégie militante pour obtenir des réformes !

Pour ceux qui ne rêvent que de chiffres, page 147 les comparaisons entre les morts d'extermination dite dure en Allemagne et l'extermination dite douce en France. Parlant...

Dans la deuxième partie, un infirmier André Castelli raconte l'histoire d'un établissement, l'asile de Montdevergues dans le Vaucluse.

Dès 1940 rationnement de l'alimentation en France 1200 calories/jours pour un homme, presque moitié moins pour une personne âgée. Les préfets deviennent les représentants de l'Etat dans les départements à charge de faire respecter les lois de Vichy et entre autre le rationnement. Avec des documents retrouvés, il fait défiler les années noires et leurs cortèges de drames que ce soit pour les patients mais aussi pour les soignants arrêtés sur le site de l'asile.

Fin 1941, la direction fait un rapport au Préfet dans lequel elle dit que la mortalité est importante et "le pourcentage par rapport aux années précédentes est si important qu'on n'ose vous le communiquer".

En 1942, la radiation des cadres pour les personnels d'origine étrangère. De toute urgence, le cimetière de Monfavet doit être agrandi suite au nombre de malade décédé en augmentation constante. Cette année là verra également l'arrivée de patient déplacés, évacués qui représentent des prix de journées rémunérateurs pour l'asile. Alors qu'ils

mourront ici...

En 1943, les allemands occupent une partie de l'asile. La mortalité est terrible et le directeur demande pour remplir son asile que des contingents de "fous" de la Seine puissent venir pour pouvoir avoir les subventions qui vont avec. Morte cette année là, le 19 octobre Camille Claudel.

En 1944, évacuation de locaux pour leur occupation par l'occupant en déroute. Epidémie d'évasions dont un médecin qui doit faire un rapport : dit qu'elles sont dues au manque de personnel et à la faim. Période étrange entre occupation et libération.

Au final : près de 2000 morts dans cet asile en quatre années... moyenne d'âge 50 ans... Ce qui contredit sérieusement les thèses de Bonnet et Quézel qui disent que *les asiles étaient peuplées de vieillards arrivés à l'extinction de leur force et qui ne viennent à l'asile que pour y mourir...*

Il y avait hier des malades plus intéressants que d'autres, des vies humaines plus utiles que d'autres... Est-on certain que ce n'est plus le cas aujourd'hui ?

http://www.serpsy.org/des_livres/livres_2013/ajzenberg.html

Après Pompidou, Mitterrand et bien d'autres, un ancien premier ministre, François Fillon, déclarait – c'était en 2012, à l'occasion de la commémoration des crimes colonialistes commis le 17 octobre 1961 sous la direction d'un préfet (Maurice Papon) - en avoir assez « *que tous les quinze jours, la France se découvre une nouvelle responsabilité, mette en avant sa culpabilité permanente. J'ai déjà été choqué des déclarations de la France responsable des crimes commis pendant l'Occupation sur son territoire...* ».

On pouvait lire sur le site du *Midi Libre* – c'était dans les commentaires d'un article consacré à Camille Claudel, morte de faim dans un hôpital psychiatrique près d'Avignon, et du livre en question où l'histoire de cet hôpital est racontée par André Castelli les appréciations suivantes, parmi d'autres, concordant aux propos de François Fillon :

De Moitz : « *Ça c'est de l'info !!! Après la neige (en hiver) on va nous bassiner avec cette nouvelle et passer sous silence ce qui intéresse vraiment les*



les français : chômage, réforme de retraite, baisse du pouvoir d'achat... Et surtout les moyens que va utiliser ce gouvernement pour nous sortir de la m... ».

Ou d'Allobroge (il s'agit d'un pseudonyme) : « Ah ça manquait : dénoncer Vichy comme ayant participé volontairement à l'extermination des aliénés... Voilà qui va donner des arguments aux journalistes à la veille des élections municipales, histoire de faire oublier les carences du gouvernement en place ! ».

Mais Henry Rousso et Éric Conan l'avaient déjà dit, en 1994 : « l'obsession du passé, de ce passé-là, n'est qu'un substitut aux urgences du présent ». Où les propos populistes rejoignent ceux d'historiens institutionnels !

L'ABANDON À LA MORT... DE 76000 FOUS PAR LE RÉGIME DE VICHY

Suivi de Un hôpital psychiatrique sous
Vichy (1940-1945)

Armand Ajzenberg, André Castelli

ON EN PARLE SUR LE NET : QUELQUES SITES À CONSULTER

<http://alencontre.org/europe/france/labandon-a-la-mort-de-76000-fous-par-le-regime-de-vichy-un-detail-de-lhistoire.html>

<http://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2012/10/24/labandon-a-la-mort-de-76-000-fous-sous-le-regime-de-vichy-reponse-a-quelques-historiens-qui-le-nient/>

<http://pierre.assante.over-blog.com/article-l-abandon-a-la-mort-vient-de-sortir-un-moment-d-humanite-inhumanite-a-connaître-113016034.html>

<http://lesanalyseurs.over-blog.org/article-parution-armand-ajzenberg-l-abandon-a-la-mort-de-76-000-fous-par-le-regime-de-vichy-extrait-111711259.html>

<http://www.perepeinard.fr/article-le-genocide-doux-et-oublie-114287189.html>

<http://www.charlesdarwin.fr/ajzenberg.html>

<http://searchworks.stanford.edu/view/9862859>

<http://histoiresante.blogspot.fr/2012/11/la-psychiatrie-sous-vichy.html>

<http://www.harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&isbn=9782336006239>

Les informations qui suivent sont reprises de celles diffusées dans un groupe créé sur le réseau social LINKEDIN IN. Pour certains, également membres de ce groupe, ce sera donc une "redif". Je les prie de m'excuser. Ce groupe comprend, au moment où ces lignes sont écrites, 670 membres. Dans le langage LinkedIn, cela veut dire 670 relations de 1^{er} niveau. Si chacun de ceux-ci répercutent les informations à leurs propres relations (dites alors de 2^{ème} niveau), celles-ci sont ainsi diffusées à plus de 100 000 personnes. Ces informations constituent en quelque sorte un Bonus au livre.

QUELQUES COURRIERS REÇUS À PROPOS DE « L'ABANDON À LA MORT... » :

Celui de l'historien Zeev Sternhell : « Merci infiniment de ces précisions sur l'exterminations de personnes mentalement handicapées sous Vichy. Je garde précieusement ce matériel pour l'avenir. Dans le nouveau chapitre IX de Ni Droite (Folio) je traite d'ailleurs de la question de l'oubli érigé en vertu par le biais des rapports entre Raymond Aron, Carl Schmitt et Fabre-Luce ».

Et des extraits de celui de l'historienne Rita Thalmann : « Votre texte m'a rappelé bien des souvenirs dont celui, il faut le reconnaître d'un échec. Même certains de mes adversaires dont Éric Conan, Henry Rousso et Denis Peschanski, qui nous traitaient d'obsédés de la mémoire sont désormais à l'honneur... [...] Je serais par contre moins caté-



gorique que vous pour Isabelle von Bueltzingsloewen. Même si elle a indéniablement subi à l'époque l'influence de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, elle a fait une recherche honnête sans en tirer les conclusions qui s'imposaient » (souligné par Rita Thalmann) [...] *J'ai eu l'occasion de la rencontrer chez moi assez longuement pour lui parler notamment du cas de notre mère [...] mais ne m'a pas ... (mot non identifié, sa lettre étant manuscrite) dans mon raisonnement sur la volonté du gouvernement de Vichy de se débarrasser de « fardeaux inutiles ». Après tout, la plupart des Français ont du mal à admettre la responsabilité nationale en la matière ».*

CEUX ENCORE DE :

- Mauricette Souillet-Dufeu, CNED :

« Votre information m'a été très utile, d'autant que je me sens très concerné par ce sujet étant membre de l'UNAFAM, association à laquelle je fais suivre votre mail ».

- Michel Dray, chargé de mission pour la culture (Marseille) :

« Ce sera avec une très grande attention que je lirais votre ouvrage ainsi que celui de Monsieur Castelli car, comme vous je pense, je suis très interpellé par la Shoah d'une part et toutes les atrocités qui ont été commises au nom de la barbarie nazie et collaborationniste ».

- François Caillaud, journaliste :

« Merci de ce message et bravo pour votre superbe travail ! Je suis journaliste à Nantes. Je veux bien faire un article sur votre livre. La maison d'édition peut-elle me l'envoyer en service de presse ? Je serais heureux de discuter avec vous et de vous rencontrer un jour ».

- Jean-Michel Moriset Amis Esther, journaliste (demandeur d'emploi) :

« J'ai diffusé sur ma page face book votre article... J'aimerais bien vous interviewer sur le sujet dans le cadre d'une nouvelle radio numérique... ».

- Hélène Fleury, secteur Collectivités publiques et territoriales :

« Je vous remercie de votre message et de ces informations concernant votre ouvrage : c'est un thème de recherche passionnant ».

- Olivier Kourilsky, auteur :

« Bien sûr, je signalerai la parution prochaine de mon 6ème ouvrage, mais il s'inscrit dans un registre beaucoup moins sérieux ... c'est un polar ! ».

- Irène Omélianenko, documentariste à France Culture :

« Merci pour ce message et les liens que vous proposez.

J'en prends bonne note ».

- Laurent Mathieu, bibliothécaire :

« Merci pour cette mine de renseignements! ».

- Christine Laurent, cadre de santé :

« Je ne manquerais pas de faire circuler cette information. Pensez-vous que des rencontres autour de la parution de ce livre vont s'organiser ? ».

- André Tosel, philosophe :

« Je voulais vous dire que j'avais lu et beaucoup apprécié votre livre ».

- Michèle Bertrand, psychanalyste :

« Merci pour toutes ces informations, cela mérite évidemment toute notre attention ».

- Paul Jorion, anthropologue, expert en intelligence artificielle et spécialiste de la formation des prix :

« Extraordinaire, j'ignorais cela ».

- Claude Guest, Independent Pharmaceuticals Professional :

« Cette information est très intéressante et je la fais circuler ».



ENTRE RÉSISTANCE ET
COLLABORATION... SOUS VICHY.
UN EXEMPLE POLITIQUEMENT
INCORRECT.

C'est à partir des travaux d'un chercheur du CNRS – Christian Rossignol – que j'ai découvert l'existence d'un « *Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral* » créé par Laval le 25 juillet 1943. Pour ce chercheur, Pierre Laval, dès sa prise de pouvoir, préparait une politique eugéniste éliminatoire concernant certaines catégories de l'enfance inadaptée.

En effet, pour le Dr Lagache, il s'agissait entre autres de distinguer ces enfants entre « récupérables, semi-récupérables et non-récupérables ». Le Dr Dublineau proposait quant à lui de « séparer nettement adaptables, semi-adaptables et inadaptables ». « Nous ne pouvons éviter la question de ce que pouvait signifier et impliquer en 1943, au plus fort de la mise en œuvre de la "solution finale", le fait d'être classé "inadaptable" ou "irrécupérable" ? » écrit le chercheur. De plus, ajoute-t-il : « on peut se poser la question de savoir si ces psychiatres ignoraient ce qui se passait à ce moment, en France et en Allemagne dans les hôpitaux psychiatriques ? C'est peu vraisemblable ».

Ceci est plus largement décrit dans notre ouvrage : « L'ABANDON À LA MORT DE 76 000 FOUS PAR LE RÉGIME DE VICHY ».

Ce qui suit figurait dans une première version du manuscrit. L'ambivalence des attitudes et des comportements était sous Vichy bien plus pratiquée qu'on ne le dit et trop long pour le livre. Voici ici restitué ce que j'ai coupé :

« Cela interpelle, comme on dit, de savoir que les séances de ce Conseil se soient poursuivies, de sa date de création (25 juillet 1943) jusqu'aux 26 et 27 juin 1944... à Paris. La dernière séance prévue en août 1944 n'eut pas lieu : Paris à cette date était libérée. Cela interpelle encore quand on constate que la création de ce Conseil est directement commanditée par Pierre Laval et que le ministre Grasset assiste aux séances de ce Conseil, ce qui témoigne pour le moins de l'importance qu'il accordait à ce projet, et qu'y participer relève alors peu ou prou d'une franche Collaboration avec le régime de Vi-

chy. Cela interpelle encore plus quand on découvre parmi la liste des personnalités éminentes qui y participent : le Docteur Heuyer, fondateur de la neuro-psychiatrie infantile, Louis Le Guillant, élève de celui-ci et déjà psychiatre novateur de renom et qui le deviendra encore plus après la guerre, mais aussi résistant et qui accueillit à l'hôpital psychiatrique de la Charité-sur-Loire des maquisards et des réfractaires au S.T.O., Henri Wallon, suspendu d'enseignement au Collège de France de 1941 à 1944 par le gouvernement de Vichy et l'un des pères, après la Libération, du plan de réforme de l'enseignement dénommé « plan Langevin-Wallon ».

Cela n'interpelle pas moins quand on apprend, la guerre terminée, que tous ces acteurs du Conseil technique sont intégrés au ministère de la Santé dirigé alors par le communiste François Billoux et leurs travaux mis en œuvre. Cela interpelle toujours si l'on se replace dans le contexte de l'époque. À la création du Conseil, la défaite allemande à moins d'être aveugle est annoncée, des dizaines de milliers de juifs ont été déportés, la Milice de Darnand arrête et torture à plein régime. Les 26 et 27 juin 1944, les alliés ont débarqué en Normandie et marchent sur Paris, il n'y a plus de doute quant à l'issue de la guerre. Pourquoi tant d'acharnement à continuer à travailler ? Et pourquoi tant d'acharnement à vouloir le faire jusqu'à la dernière minute ? La réponse de Christian Rossignol est la suivante : « le dispositif institutionnel issu des travaux techniques constitue un outil de pouvoir et de contrôle social auquel il sera bien difficile de renoncer ». Que la guerre continue ou qu'elle s'arrête pourrait-on ajouter.

Les acteurs du *Conseil Technique de l'Enfance Déficiente ou en Danger Moral* ne semblent pas avoir tiré gloire de leur participation à celui-ci. C'est le contraire même semble-t-il. Par exemple, s'agissant des documents déposés aux Archives de France par les descendants d'Henri Wallon, on ne constate dans l'introduction qui en est faite par le Conservateur (Thérèse Charmasson) aucune référence à cette époque, sinon sa suspension d'enseignement au Collège de France de 1941 à 1944. On constate, curieusement, l'absence de dates concernant les documents se rapportant à cette période du Conseil technique : « projet de nomenclature et de classification des jeunes inadaptés établi par le Docteur Lagache, 13



pages dactyl., modifications proposées, 10 pages dactyl., projet de lettre de H. Wallon à D. Lagache, 2 pages manuscrites, sans date ; plan d'assistance aux enfants anormaux, 6 pages dactyl., sans date, avec corrections autographes de H. Wallon. [...]

Documents concernant l'enfance délinquante : exposé du projet de loi créant et organisant des institutions de protection et de rééducation de mineurs délinquants, 4 pages dactyl., sans date ; projet de loi relatif aux institutions publiques destinées à recevoir des mineurs délinquants malheureux ou en danger moral, et organisant leur inspection permanente, 15 pages dactyl., sans date ; [...]

Documents concernant l'enfance anormale et délinquante : rapport relatif au projet de loi sur l'éducation des enfants anormaux, suivi du projet de loi, sans date (après 1939) [...]

Coordination des services de l'enfance déficiente ou en danger moral. But, activités, réalisations, Paris, sans date ; projet d'arrêté organisant auprès du ministère de la Santé publique un conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral, sans date ; [...]

Étude concernant les enfants inadaptés, 35 pages dactyl. Sans date ».

Il en va de même des archives de Louis Le Guillant. Les dates des documents archivés sautent de 1938, 1940 à 1945. Pas de documents concernant la période de l'Occupation ».

Un historien aura-t-il la curiosité d'y aller voir ?

Il ne s'agit pas ici de juger et encore moins de condamner mais force est de constater qu'en cette période grise de l'Histoire de la France l'ambivalence des attitudes et des comportements était alors un trait majeur, tout au moins jusqu'en 1943. Mais après... ? Pouvait-t-on encore être, dans le même temps et en pleine connaissance de cause, collabo et résistant.

Le 14 décembre 2012, L'Humanité consacrait une page à Henri Wallon. Ses qualités de résistant et de communiste (il adhère au PC en 1942) sont mises en avant. Sa participation au « Conseil technique... » est ignorée ?

Armand Ajzenberg

ENTRE RÉSISTANCE ET COLLABORATION... SOUS VICHY. UN EXEMPLE POLITIQUEMENT INCORRECT. (SUITE 1)

1 - On peut douter de l'authenticité de l'information relative à la participation d'Henri Wallon, Louis Le Guillant, résistants reconnus, au « Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral » créé par Pierre Laval le 25 juillet 1943 ? Certes. Cela est décrit dans un ouvrage. Celui de Michel Chauvière publié chez L'Harmattan en avril 2010, « Enfance inadaptée. L'héritage de Vichy ».

[http://www.editions-](http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=28275)

[harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=28275](http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=28275)

On y trouve un chapitre consacré à ce « Conseil technique » et en Annexe la liste des participants à celui-ci et les résultats des travaux : « nomenclature et classification des jeunes inadaptés ».

Michel Chauvière, dans sa préface à la réédition de 2010 (L'Harmattan) de son livre, écrit : « Après avoir été durant plusieurs années formateur dans un centre de formation au travail social et m'être quelque peu heurté aux institutions jusqu'au licenciement, je m'étais alors tourné vers l'histoire. Je voulais en effet mieux comprendre les conditions politiques et institutionnelles dans lesquelles une politique publique désignée – en l'espèce, la politique de l'enfance inadaptée – avait pu voir le jour au cours des années quarante » [...]

Chemin faisant, au plan interprétatif, j'ai finalement découvert ce que cette politique devait non seulement aux années de guerre et à la Libération, conformément à la vision la plus courante, mais aussi et surtout, de manière beaucoup plus substantielle, aux cadres idéologiques et institutionnels du régime de Vichy, avant 1942 et surtout après 1942. [...]

En somme, sans m'en rendre compte tout de suite, je mettais le projecteur sur l'un de ces exemples, parmi d'autres, d'accommodement des acteurs avec l'État français d'alors, pour des raisons les plus diverses : de la « divine surprise » des catholiques à l'opportunisme de certains techniciens anti-Éducation nationale, de la valorisation de l'expertise médico-psychiatrique à l'invention d'alternatives à l'incarcération des mineurs délinquants, parfois comme façon de résister à l'occupant allemand, etc. Le tout, en se tenant à distance respectable tant de la franche collaboration que de l'engagement dans la résistance (mais il est des exceptions sur ce dernier point !) ». Ceci est dit



dans notre livre : « L'abandon à la mort... de 76 000 fous par le régime de Vichy » et est donc une répétition pour ceux qui l'ont lu.

2 – On peut s'interroger : Comment des résistants, recherchés comme tels par toutes les polices de France, pouvaient-ils participer aux travaux d'un tel « Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral » sans prendre le risque de se faire arrêter ?

Je n'ai pas l'explication, mais on peut faire des hypothèses. Pour cela il faut se replacer dans le contexte de l'époque. Pour Laval, homme d'État, son idée de la grandeur de la France était d'en faire une brillante seconde de l'Allemagne nazie. S'agissant des travaux de ce « Conseil technique », et dans cette perspective de grandeur, Pierre Laval voulait leur donner une dimension européenne et non plus seulement nationale. Laval, chef en titre de la milice (il en avait délégué la direction à Darnan, de sinistre mémoire) et du gouvernement pouvait-il ignorer les activités résistantes d'Henri Wallon et Louis Le Guillant ? J'en doute, mais je me trompe peut-être. Si c'était cependant le cas, il fallait alors que Laval protège Wallon et Le Guillant en connaissance de cause, les jugeant alors plus utiles dans un projet qui l'intéressait au plus haut point, et qu'il les estimait peut-être, comme homme d'État, plus utiles au « Conseil technique » qu'en prison ou déportés. Il fallait aussi que ces résistants aient l'assurance de ne pas être arrêtés. On aurait là une autre face de l'ambivalence existant alors.

3 – Quel lien entre l'abandon à la mort des fous par Vichy et ce « Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral » ? Il y en a un, indirect.

On a vu que le 25 juillet 1943, Laval commandite auprès de son ministre de la Santé, Raymond Gasset, la création d'un « Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral ». Dans ce Conseil figure un psychiatre déjà connu, directeur de l'hôpital psychiatrique de La Charité-sur-Loire : Louis Le Guillant. Il se trouve que celui-ci, comme beaucoup d'autres responsables d'hôpitaux psychiatriques, était alors vigoureusement intervenu auprès du préfet de son département, la Nièvre, à propos de la famine qui règne dans son établissement : « Monsieur le Préfet, vos malades mentaux ont perdu 7 tonnes de chair... ».

Dans ce « Conseil technique » figure aussi Jean Dublineau, celui qui avec Lucien Bonnafé avait rédigé la communication qui le 27 octobre 1941, conduisit la « Société médico-psychologique » à émettre un vœu en direction des pouvoirs publics pour obtenir les mêmes suppléments alimentaires que ceux accordés aux hôpitaux généraux. En fait encore partie, et le dirige, Georges Heuyer qui le 22 juin 1942 sera l'un de ceux qui proposeront qu'un nouveau vœu de la « Société médico-psychologique » soit remis en main propre au Secrétaire général du ministère de la Famille et de la Santé, Léon Aublant. Ce qui sera fait. Suppléments qui seront finalement accordés le 4 décembre 1942, trop tard et en quantités insuffisantes pour arrêter l'hécatombe.

Il n'est pas déraisonnable de penser que ces personnalités importantes du monde psychiatrique d'alors, se faisant les porte-parole de nombre de psychiatres, aient pesé pour qu'une augmentation des rations alimentaires soit allouée aux malades mentaux internés bien avant même le 25 juillet 1943, date à partir de laquelle ils allaient s'impliquer dans ce « Conseil technique ». Ils avaient le contact direct, bien avant la création de celui-ci, avec le ministre de la Santé. Comment auraient-ils pu se taire à propos de la famine régnant dans les hôpitaux psychiatriques ? Peut-être même était-ce une condition quant à leur participation à celui-ci ?

Armand Ajzenberg

JE NE SAIS SI LES INFORMATIONS FOURNIES JUSQU'ICI ÉTAIENT CONNUES DE CEUX QUI LES ONT REÇU ? ONT-ELLES INTÉRESSÉ ? EST-CE QU'ELLES ONT APPORTÉ QUELQUES CONNAISSANCES HISTORIQUES IGNORÉES ? PLUS PARCE QUE CACHÉES QU'INCONNUES, À MON AVIS. À VOUS DE DIRE...

Armand Ajzenberg

